

ALGÉRO-FRANÇAISES ET LA DERNIÈRE VISITE DE HOLLANDE : parfaitement observé»

Vous êtes tout aussi sceptique concernant les progrès réalisés en matière de politique de circulation des personnes. A tel point que vous affirmez qu'il faut se suffire des avantages accordés aux ressortissants algériens par les accords algéro-français de 1968...

La politique de l'immigration, c'est le seul domaine où la gauche au pouvoir pouvait montrer une certaine compréhension pour les attentes des Algériens. Mais, comme il existe une situation de crise économique et sociale en France, la marge de manœuvres est réduite. Il est improbable, dans ces conditions, qu'une avancée substantielle puisse être réalisée au profit du statut des ressortissants algériens établis en France, légalement ou illégalement.

Par conséquent, préserver les acquis déjà obtenus à la faveur des accords algéro-français de 1968, c'est déjà suffisant. Pour la facilitation de l'octroi des visas aux Algériens, vous aurez compris qu'il s'agissait d'un pur effet d'annonce...

A propos du volet culturel de la coopération algéro-française, vous exprimez, également, un certain désappointement. L'Algérie, dites-

Il faut bien s'étonner de ce comportement d'épicier des autorités françaises qui veulent disposer du marché algérien, garder docile l'immigration algérienne, se servir de l'Algérie comme d'un pont vers des profondeurs stratégiques, autrement inaccessibles, tout en refusant d'ouvrir, bien grandes, toutes les spécialités aux étudiants algériens qui contribuent à l'expansion de la langue française.

vous, ne tire point profit de son statut de premier pays, après la France, qui contribue le plus au développement et à l'épanouissement de la langue française. Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

Vous avez raison, c'est un véritable paradoxe. L'Algérie est bien le seul pays qui ne tire pas avantage d'une position de force aussi évidente.

C'est clair, il faut résister à toute tentative d'instrumentalisation dans le cadre d'une francophonie de substance politique. Pour le reste, il faut être âpre négociateur.

La France doit payer pour le rôle éminent que joue l'Algérie dans la préservation du français, comme langue vivante, à travers l'espace méditerranéen, le monde arabe et l'Afrique.

A propos de coopération culturelle et scientifique, vous notez l'attente impressionnante de la jeunesse algérienne, sa soif de culture et la frilosité de la France qui refuse d'ouvrir aux étudiants algériens les portes de toutes les universités françaises, même celles qui sont spécialisées...

Il faut bien s'étonner de ce comportement d'épicier des autorités françaises qui veulent disposer du marché algérien, garder docile l'immigration algérienne, se servir de l'Algérie comme d'un pont vers des profondeurs stratégiques, autrement inaccessibles, tout en refusant d'ouvrir, bien grandes, toutes les spécialités aux étudiants algériens qui contribuent à l'expansion de la langue française.

Vous pensez que cela est d'augure à favoriser une coopération audacieuse prenant appui sur une réconciliation irréversible entre les deux peuples.

L'approbation récente, par l'Assemblée nationale française, d'un accord de coopération militaire entre les deux pays augure-t-elle d'une nouvelle impulsion aux rapports entre les deux institutions militaires ?

Il est peu probable que l'approbation de cet accord puisse impulser, vraiment, les rapports entre les deux institutions militaires.

L'Armée nationale populaire porte le poids de son histoire. Les militaires algériens ont été élevés et formés dans une méfiance, presque naturelle, vis-à-vis de l'armée coloniale française. Bien des décennies ont passé, mais la méfiance demeure. C'est un substrat psychologique.

Par ailleurs, l'effort gigantesque de coopération engagé, depuis l'indépendance, avec l'Union soviétique devenue la Russie, continue de marquer de son empreinte indélébile, l'état des lieux au sein de l'Armée nationale populaire. Des tentatives ont été engagées, en matière de formation des cadres et d'acquisition

de matériels militaires, auprès de la France.

Le bilan demeure, cependant, dérisoire. Les Etats-Unis d'Amérique, soucieux d'approfondir la coopération militaire avec l'Algérie, sont confrontés à ce même écueil. Pour une longue période encore, la place de la Russie dans la coopération militaire restera prédominante.

La coopération sécuritaire entre l'Algérie et la France ne semble pas avoir été évoquée lors de la visite du président François Hollande. Quel est le bilan en la matière ?

Satisfaisant, comme en jugent les chefs des services de renseignement et de sécurité des deux pays. L'évaluation vaut, au demeurant, aussi bien pour la France que pour les Etats-Unis d'Amérique. La coopération sécuritaire algéro-française remonte aux années 1980 lorsque le terrorisme, provenant d'Iran et du Moyen-Orient, avait atteint le territoire français.

Une coopération intense s'était nouée entre les services de renseignement des deux pays qui a permis, plus ou moins, de prémunir la France. Après l'irruption de la violence en Algérie au lendemain de l'interruption du processus électoral, la France a servi de déversoir à un terrorisme dont elle était ignorante. Pour y faire face, la coopération sécuritaire entre les deux pays a fonctionné. Malgré certains avatars, le bilan est, d'ailleurs, positif. Il ne faut pas s'attendre, pourtant, à l'émergence, dans ce domaine, d'un



Photo : DR

L'Algérie plaide pour un dialogue avec les forces en présence au Nord-Mali

axe stratégique entre l'Algérie et la France. Si un tel axe stratégique devait exister, ce serait, de toute évidence, entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique.

Sur le registre diplomatique, pensez-vous que la visite du président Hollande a contribué à rapprocher les points de vue entre les deux pays ?

Les deux pays ont subi, vous en conviendrez, un recul diplomatique certain. La France n'est plus le pays occidental «phare» qui voulait mettre en échec l'hégémonie des hyperpuissances. L'Algérie n'est plus La Mecque où se réfugiaient les mouvements de résistance démocratique ou de libération nationale.

Faut-il souligner que le recul est encore plus marqué pour la diplomatie algérienne ? Il est passé le temps où même les superpuissances estimaient avoir à gagner à essayer de concilier l'Algérie sur les questions diplomatiques essentielles. L'impératif de concertation diplomatique entre l'Algérie et la France continue, néanmoins, de s'imposer. Mais pour des problématiques limitées impliquant, directement, la Sécurité nationale de la France.

Admettez que la déclaration politique qui a été signée est bien loin de refléter l'intensité qui doit caractériser l'impulsion audacieuse des relations entre les deux pays. Cette déclaration est loin d'avoir la force d'un pacte d'amitié.

A propos, justement, de la situation qui prévaut au Sahel — plus particulièrement au Nord-Mali —, les positions de l'Algérie et de la France vous semblent-elles divergentes ou convergentes ?

Divergentes par endroits, convergentes par d'autres. L'Algérie, tenue par une obligation doctrinale et constitutionnelle, refuse toute implication militaire en dehors de ses frontières. Elle plaide pour un dialogue politique avec les forces en présence au Nord-Mali pour isoler les groupes terroristes qu'elle assimile à des «narco-trafiquants».

L'Algérie ne s'oppose pas, formellement, à une intervention militaire, ordon-

née par les Nations Unies et même de procurer soutien logistique et apport en renseignements. Ce n'est pas une position antagonique à celle de la France. Pour la France, il suffit que l'Algérie ne soit pas hostile à l'intervention militaire envisagée. Mais, très clairement, l'Algérie, malgré les lauriers qui lui sont tressés par Américains et Français complaisants, n'est plus en mesure d'exercer le rôle de puissance régionale auquel elle aspirait. La menace n'en est que plus évidente pour l'Algérie car l'intervention militaire projetée pourrait, en cas d'enlèvement, favoriser l'extension des opérations vers le territoire algérien et y entraîner une certaine déstabilisation interne.

D'aucuns rêvent de la possibilité d'instaurer un axe stratégique Alger-Paris pour promouvoir la paix, la sécurité et le développement en Méditerranée. Cela vous paraît être un rêve raisonnable ?

Par rapport au contexte international, il apparaît que les deux pays sont sans impact déterminant sur, par exemple, le processus de paix contrarié au Proche-Orient. Que peuvent-ils, à eux deux, face à l'activisme des Etats-Unis d'Amérique

ou, même, de la Russie et de la Chine ? Au surplus, les préoccupations internationales de la France et de l'Algérie ne coïncident pas. Or, cette identité de communauté de vues diplomatiques est un préalable à l'instauration d'un axe stratégique semblable à celui que vous évoquez. Si, cependant, votre rêve est déraisonnable, c'est parce que l'Algérie n'exerce plus le statut de puissance régionale puisqu'elle en a perdu les attributs. Ainsi, si c'est à une rédemption de l'Union pour la Méditerranée que vous songez, tempérez votre ardeur. Il me semble aléatoire d'imaginer que la France et l'Algérie puissent faire revivre ce projet mort-né.

M. C.